

Verticalité, appauvrissement intellectuel : le mauvais génie des néo-partis

Article rédigé par *Liberté politique*, le 17 septembre 2024

Les récentes sorties politico-médiatiques du député Insoumis Sébastien Delogu ont mis en exergue l'effondrement du niveau intellectuel du personnel politique. Derrière ce phénomène, s'observe un déclin global mais aussi un fonctionnement des partis qui tire toujours plus vers le bas.

Un député déchiffrant un texte comme un enfant de Cours Préparatoire (CP) en difficulté... C'est le spectacle assez triste qui a été offert par Sébastien Delogu (LFI) à l'occasion d'une audition parlementaire. Une scène qui a suscité des moqueries contre un personnage lui-même volontiers moqueur et qui a révélé au grand jour son niveau déplorable en lecture.

Quelques jours plus tard, ce même élu affirmait ne pas vraiment savoir qui était Philippe Pétain. Un aveu qui en dit long sur le niveau culturel des antifascistes en carton arrivés sur les bancs de l'Assemblée mais qui témoigne plus généralement d'un effondrement du savoir dans le pays.

Populisme bas-de-gamme et attrape-tout

Faire croire qu'on est « comme le peuple » en se montrant inculte, c'est mépriser le peuple. C'est un peu l'une des tares du populisme à droite comme à gauche : vouloir « faire peuple » en jouant le populo et en oubliant que le manque de culture n'est pas qu'un marqueur social.

Le Rassemblement National a largement été pris à partie pour le niveau de ses élus, La France Insoumise montre qu'en matière de cancre elle se place bien également : Delogu, Raphaël Arnault, Louis Boyard présentent un niveau intellectuel atterrant. Quiconque jette un œil sur la qualité des débats, ne serait-ce qu'il y a dix ans au Palais Bourbon, se rendra compte de l'effondrement soudain.

Au cœur de ce bouleversement se trouvent plusieurs ingrédients. Le déclin qui s'enracine dans des décennies d'incurie du système éducatif, un excès de numérique appauvrissant intellectuellement, mais aussi, dans le cas des élus, la nouvelle donne législative avec deux pôles « populistes », un à droite (RN), l'autre à gauche (LFI) et une sorte de parti attrape-tout centriste créé par le pape du « en même-temps » Emmanuel Macron.

La fin du bipartisme et l'avènement des partis autocratiques

Comme nous l'évoquons régulièrement sur Liberté Politique, le point commun des partis émergents depuis 2017 (parti macroniste, LFI et RN) est une verticalité à toute épreuve.

Aux systèmes « UMPS » et leurs courants, ces formations ont préféré la toute puissance d'un chef. Dans le cas du parti présidentiel, la figure macroniste a écrasé et écrase encore les voix dissonantes quand les élus des partis d'opposition que sont le RN et LFI fonctionnent également dans une dépendance totale au chef, même s'il n'est pas « président ». Il n'est pas rare de voir des personnalités de ces partis être rappelés à l'ordre

publiquement pour avoir dévié de la « ligne » du parti. Dans un mode d'organisation quasiment féodal, il convient de rendre grâce au chef pour avoir une place et il ne faut surtout pas en dévier, auquel cas la peine de mort politique est appliquée. Florian Philippot en a fait les frais chez Marine Le Pen, François Ruffin, Alexis Corbière, Raquel Garrido et beaucoup d'autres ont subi un tel sort chez Jean-Luc Mélenchon. On relèvera ici que la purge stalinienne demeure numériquement mieux appliquée par LFI pourtant d'essence plutôt trotskyste...

Dans le parti centriste présidentiel, l'avènement de profils « lèche-bottes » a été au cœur des sept années passées : Prisca Thévenot, Gabriel Attal, Valérie Hayer ou encore Amélie Oudéa-Castéra. Pas de personnalités brillantes ou de grands techniciens mais des personnes qui ont su se placer sous la coupe du chef.

Il ne s'agit pas de faire l'apologie de partis où cohabitent parfois des courants contradictoires mais de se rendre compte qu'une partie de l'effondrement de la classe politique est aussi à chercher dans le profil de ceux qui sont élus. Fidèles à tout épreuves, incapable d'autonomie, des élus faits pour obéir. Pas pour réfléchir.

Olivier Frèrejacques

Président de Liberté politique